



## **"Ma France" supprimée de la grille d'ICI : une décision incompréhensible en cette année de campagne présidentielle**

C'est un enterrement de première classe mais expédié à la va-vite et en catimini : le magazine d'actualité de la mi-journée "Ma France", présenté depuis 2021 par Wendy Bouchard d'abord entre 12h et 14h à son lancement, puis de 13 à 14h il y a 2 ans, et enfin réduit de 13 à 13h30 cette saison sur toutes les locales du réseau ICI, ne sera pas reconduit à la rentrée de septembre. **Une décision prise sans concertation** et annoncée sans préavis début juin à l'équipe des 5 journalistes concerné-es par la suppression de ce rendez-vous qui était pourtant **l'un des derniers marqueurs de l'information locale produit par le natio pour le réseau.**

**Ce choix éditorial interroge le SNJ-CGT Radio France.** D'une émission quotidienne de 30 minutes, dont la moitié dédiée à l'interview en direct d'invité-es notables sur des sujets d'actualité très divers, nous passons donc à un 12-13 confié au service des programmes et à Enora Malagré sur une thématique "vie quotidienne" puis à un journal de 15 minutes suivi de rediffusions d'interview de locale.

Comment expliquer et justifier un tel **affaiblissement de nos contenus d'information, qui plus est lors d'une année de campagne présidentielle foisonnante** en sujets de débats et alors que les besoins de décryptage de l'actualité n'ont jamais été aussi grands ?

Au cours de ces cinq saisons d'existence, "Ma France" s'est efforcée de jouer ce rôle d'animation de débats avec rigueur et équité, notamment **en 2022 où la totalité des candidat-es sont passés dans l'émission**, dont le futur président qui s'y est exprimé avant même de le faire sur France Inter et France Info. Par la suite, c'est également à "Ma France" que la première ministre fraîchement nommée a choisi de donner sa première interview radio. Au total, tous partis confondus, ce sont **des centaines d'élus locaux, des président-es de région jusqu'aux maires de petites communes, qui ont au fil des ans participé à cette émission méridienne, bénéficiant ainsi d'une exposition médiatique nationale unique.** A travers leurs voix, ils ont pu, au micro de "Ma France", aborder des problématiques locales rejoignant des enjeux nationaux, dans la droite ligne de la philosophie et de l'ADN du réseau ICI. Pourquoi les priver, tout comme nos auditeur-ices, de cet espace d'expression ? La question se pose également bien au delà de la sphère politique puisque les intervenant-es connu-es du grand public, qu'il soit auteur-ices, artistes, scientifiques ou porte-paroles d'associations caritatives, humanitaires ou de défense de l'environnement sont régulièrement passé-es dans l'émission.

**Avec la suppression pure et simple de "Ma France", c'est également une vitrine du travail des locales qui disparaît.** Lors de ses deux dernières saisons, "Ma France" s'est ainsi déplacée dans plus de la moitié des locales, sollicitant régulièrement l'expertise de terrain et les connaissances des équipes, au travers de multiples émissions spéciales, que ce soit sur la sécheresse dans le Roussillon, les feux géants en Gironde, la lutte contre l'immigration illégale à Menton, la visite du Pape à Marseille, les inondations dans le Nord ou la mobilité urbaine à Montpellier. L'émission a permis encore de mieux exposer les reportages locaux en leur donnant une diffusion nationale, comme ce fut par exemple le cas lors d'un tour de France des grèves massives contre la vie chère.

Dans ces conditions, **pourquoi amputer l'antenne des ces moments de radio, salués en leur temps par la direction elle-même ? Le récent "Ma France" dédié à la canicule, correspond pourtant parfaitement à cette radio "utile" prônée par Laurent Guimier dans son plan "Horizon 2030".**

En lieu et place de cette case d'information, la direction évoque une émission pilotée par les programmes et consacrée à la vie quotidienne. Nous ne comprenons pas ce choix qui n'apporte aucune plus-value à nos contenus, cette thématique étant par ailleurs déjà abondamment traitée dans toutes nos stations locales. La dupliquer à l'échelle nationale ne fera que créer un sentiment de répétition, voire de saturation qui risque fort de se répercuter sur nos audiences.

**Supprimer ma France, c'est amputer au pire moment l'offre informationnelle du réseau ICI au détriment de nos publics,** en une année de campagne présidentielle où les besoins d'un traitement clair et fiable d'une information de qualité, seront essentiels. Il n'est cependant pas trop tard pour changer d'avis. L'émission peut encore se réinventer, en coopération avec l'animation, mais tout en gardant ses fondamentaux. Par ailleurs, recevoir des invité·es sur cette tranche de la mi-journée est tout à fait compatible avec le travail des locales, il ne s'agit pas de concurrence interne mais bien d'une déclinaison supplémentaire et/ou complémentaire aux régions.

Après la suppression des journaux locaux aux demi-heures, la place de l'information est de nouveau réduite par la direction d'ICI, avec une présence amenuisée de l'information en direct.

Pour toutes ces raisons **le SNJ-CGT Radio France demande à la direction du réseau de reconsidérer sa décision,** qui serait un très mauvais signal envoyé à l'ensemble des journalistes des stations ICI et à leur investissement sans faille au quotidien.

Paris et régions, le 2 juillet 2026